

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Les pays riches en ressources naturelles ont profité de l'envolée exceptionnelle des cours des produits de base pendant les années 2000, période durant laquelle les prix des métaux et du pétrole ont atteint des sommets sans précédent. Ce fut une formidable aubaine pour les pays en développement dotés d'amples ressources naturelles, qui ont ainsi bénéficié d'une augmentation considérable de recettes budgétaires leur donnant la possibilité de promouvoir leur transformation et leur développement économiques.

Cependant, la récente inversion des cours des matières premières a prouvé à quel point ceux-ci sont volatils, imprévisibles et exposés à des chocs persistants. Elle signifie aussi que les exportateurs de produits de base vont devoir composer avec un niveau inférieur de recettes d'exportations et de rentrées fiscales pendant une période qui pourrait se prolonger.

Compte tenu de ces phénomènes récents, la présente édition du *Moniteur des finances publiques* examine la conduite de la politique budgétaire dans le climat d'incertitude causé par la dépendance à l'égard des recettes tirées des ressources naturelles. Cet examen s'appuie sur un vaste corpus d'études portant sur le comportement des cours des matières premières et leurs répercussions macroéconomiques, ainsi que sur les enseignements de la vaste assistance technique que le FMI fournit aux pays riches en ressources naturelles désireux d'améliorer la gestion de cette richesse.

Les ressources naturelles renferment certes d'extraordinaires possibilités pour les pays qui cherchent à promouvoir leur développement économique et à accroître le bien-être de leur population, mais l'entreprise s'est en fait révélée étonnamment difficile. S'agissant notamment des ressources non renouvelables de minerais et d'hydrocarbures, beaucoup de pays ont apparemment souffert de ce qu'il est convenu d'appeler «la malédiction des ressources naturelles». Dans certains pays, les efforts visant à stimuler la croissance et le développement ont été infructueux, les politiques budgétaires ont été trop procycliques et les institutions de base n'ont pas été suffisamment renforcées.

Bien entendu, les choses ont évolué de façon très différente d'un pays à l'autre et il y a des cas où les ressources naturelles ont servi à promouvoir efficacement le développement économique. Au cours des récentes décennies, les pays richement dotés en ressources naturelles se sont attachés davantage à optimiser leur politique budgétaire, leur réglementation et leurs institutions. De ce fait, beaucoup sont parvenus à épargner une fraction plus importante de la manne des ressources naturelles au cours des années 2000, tout en augmentant leurs investissements publics et leurs dépenses sociales.

Ces résultats contrastés livrent des enseignements importants pour la gestion de la politique budgétaire et soulignent à nouveau l'incertitude liée aux cours des produits de base. Les pays doivent faire des choix importants et décider quelle part des richesses tirées de leurs ressources non renouvelables ils vont consommer et quelle part ils vont conserver, sous la forme d'épargne financière ou d'autres actifs (des infrastructures publiques, par exemple). Dans le cas des pays à faible revenu, il y a de bonnes raisons d'employer les richesses naturelles pour contribuer à amorcer le développement économique. Mais il est essentiel de veiller à ce que les infrastructures publiques et les dépenses sociales soient développées à un rythme permettant de parer à un éventuel effondrement des recettes et de faire en sorte d'améliorer la gestion des investissements publics afin de sécuriser les dividendes de croissance attendus. Et puisque les recettes provenant des matières premières sont fluctuantes et épuisables, il importe que les pays richement dotés diversifient leurs sources de recettes, en veillant à ce que l'assiette fiscale englobe les autres secteurs économiques.

Il faut aussi constituer des volants financiers (de stabilisation) pour faire face à l'incertitude à laquelle les pays exportateurs de matières premières sont particulièrement exposés. Ces marges de manœuvre permettront de mener une politique budgétaire anticyclique, car le cycle économique évolue avec celui des cours des matières premières (*Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2015). Enfin, l'expérience récente confirme aussi qu'une politique et des institutions budgétaires solides sont le socle nécessaire pour faire en sorte que ces politiques soient bien conçues et durables.

Les pays dotés de marges de stabilisation sont mieux armés pour faire face à la chute des cours des matières premières observée depuis 2012. Cela a causé un ralentissement sensible de la croissance des pays exportateurs de matières premières. Pour les pays disposant de marges suffisantes et présentant une production égale ou inférieure à son potentiel, une gestion budgétaire prudente et le lissage des fluctuations macroéconomiques vont de pair. Dans le cas des pays qui ont besoin de s'ajuster et d'accroître leurs marges de manœuvre budgétaire, il peut être recommandé, en fonction du contexte macroéconomique, d'entreprendre un ajustement graduel afin d'en limiter autant que possible les effets négatifs sur l'activité économique et la croissance.